



Abus des pétrolières p.3

Alors qu'il a les outils légaux pour fixer un plafond au prix de l'essence Jean Charest préfère se pavaner à *Tout le monde en parle* au lieu de légiférer.



Élection en Allemagne p.5

Notre correspondant à l'étranger, Frédéric Dubois, explique le ras-le-bol des allemands et le résultat mitigé des élections.



Projet Montréal p.8

Entrevue exclusive avec le chef du nouveau parti municipal qui veut arracher le citoyen aux griffes de l'auto.

Le Couac

Un drôle d'oiseau

Vol. 9 • n° 1

Octobre 2005

3,50 \$



Démutua quoi?

La vraie faute d'André Boisclair

PAR ÉRIC BONDO

PEU DE GENS SE SOUVIENNENT DES ACCOMPLISSEMENTS DE M. BOISCLAIR en tant que Ministre de l'Emploi et de la solidarité sociale. Mais les milliers de personnes qui ont eu le malheur d'avoir recours à l'aide sociale alors qu'il en assumait la responsabilité, eux, s'en souviennent. À l'époque, le jeune premier du PQ a permis que se produise une injustice impensable contre laquelle des gens se battent encore devant les tribunaux. C'est ce même homme qui, aujourd'hui, prétend souhaiter la souveraineté de façon urgente parce qu'« il y a trop de monde qui en arrache au Québec ».

Le mot « démutualisation », qu'on ne retrouve pas dans les dictionnaires, sert à désigner le processus par lequel les compagnies d'assurance du Canada sont passées de l'état de mutuelles à celui de compagnies à actions, entre 1999 et 2000. Cela impliquait que les personnes détentrices d'une police d'assurance se retrouvaient, du jour au lendemain, propriétaires d'actions de leur compagnie d'assurance. Or, une personne assistée sociale ne peut posséder des avoirs liquides (comme les actions) pour une valeur de plus de 1500\$ (2500\$ pour les personnes ayant des contraintes sévères à l'emploi). Pour la plupart de ces assurés, lors de la démutualisation, ces actions nouvellement émises pouvaient leur rapporter de quelques dizaines à plusieurs milliers de dollars.

Le gouvernement fédéral a émis en 1999 un avertissement aux provinces pour les prévenir des problèmes que cela pouvait entraîner pour les personnes assistées sociales. Ces dernières risquaient d'être accusées de posséder des avoirs liquides excédentaires à ce qui était permis par l'État, ce qui entraîne habituellement de lourdes conséquences : accusations de fausses déclarations, pénalités, recouvrement, étiquette de fraudeur et tout ce qui va avec. Le Front Commun des personnes assistées sociales du Québec a communiqué directement avec le cabinet du ministre Boisclair en novembre 1999, verbalement et par écrit pour l'aviser de la gravité potentielle de la situation si les personnes n'étaient pas informées correctement du fait qu'elles allaient peut-être devenir propriétaires d'actions. La réponse de l'attachée politique du Ministre à cette époque fut la suivante : « On ne va pas faire un dépliant pour 5000 personnes ! » Le Ministère décida plutôt de laisser le soin aux compagnies d'assurances(!!!) d'expliquer aux gens ce qui se passerait et ce, à leur guise.

Plutôt que d'aviser les gens à l'avance de ce qui allait se produire — ce qui dans de nombreux cas aurait pu permettre à ces personnes d'utiliser cet argent pour se libérer de l'aide sociale —, on a préféré tout mettre en œuvre pour que le gouvernement encaisse, indirectement, ces sommes d'argent.

Alors que l'argent des actions des personnes assistées sociales dormait en secret, au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, on préparait le grand coup. Pendant un an, du personnel du recouvrement fut spécialement formé pour récupérer les sommes provenant des actions dont étaient propriétaires les personnes assistées sociales (qui, dans la grande majorité des cas, l'ignoraient). Au moment opportun, soit pendant une période de quelques semaines de 2001 où la valeur des actions monta en flèche jusqu'à parfois tripler, les agents du Ministère passèrent à l'action. On accusa nombre de personnes d'avoir eu en leur possession des avoirs liquides excédentaires et on les condamna, d'abord à encaisser ces actions, puis ensuite à rembourser à l'aide sociale l'équivalent de la valeur de ces dites actions pour cause de trop-perçu. Ces réclamations ont parfois atteint plus de 10 000\$ par personne.

Prenons par exemple cette dame de Lévis, madame Danielle Quessy, qui a appris par un ami comptable qu'elle possédait environ 11 000\$ d'actions et ce un an après en être devenue propriétaire grâce à la démutualisation. Elle a fait les vérifications, puis a appelé immédiatement l'aide sociale pour leur expliquer qu'elle n'avait plus besoin d'aide, pour finalement se lancer en affaires, démarrant son propre salon de coif-



À l'époque, le jeune premier du PQ a permis que se produise une injustice impensable contre laquelle des gens se battent encore devant les tribunaux.

ture. On a réclamé à Mme Quessy une somme de près de 10 000\$ pour avoir détenu à son insu les actions en question. Aujourd'hui, en raison de saisies de retours d'impôts, d'allocations familiales et autres par le gouvernement du Québec qui tient mordicus à empocher cet argent, Mme Quessy est acculée à la faillite. Elle voit se profiler, dans un avenir plus ou moins proche, un dramatique retour à l'aide sociale. L'émission La Facture du 22 mars 2005 a d'ailleurs fait état de cette histoire troublante.

Des milliers de personnes comme Mme Quessy ont subi et subissent encore ce vol qualifié de la part du Ministère. Des personnes qui auraient pu saisir ce coup de pouce du destin pour se sortir de leur situation difficile se sont fait arnaquer par cet aspirant au poste de Premier Ministre. Ce dernier, a préféré à cette époque, fermer volontairement les yeux et donner le mandat à ses « sbires » de voler les pauvres pour renflouer les coffres du Ministère... qui a le mandat d'aider les plus démunis !

La propagande à Radio-Canada

GRAND BATTAGE À LA TÉLÉVISION DE RADIO-CANADA pour une émission spéciale diffusée en deux parties de deux heures chacune, les 7 et 8 septembre 2005. Comme il fallait s'y attendre, c'était de la propagande. Non pas, dans l'ensemble, une propagande tapageuse et grossière, mais une propagande parfois masquée, parfois subtile et donc beaucoup plus efficace.

Le sujet : le référendum de 1995. Le titre : « Point de rupture ». Pourtant, aucune rupture ne s'est produite. Ce mot évoque le risque que le référendum représentait pour le Canada, pas pour le Québec où le camp du OUI avait fait campagne sur le thème d'un partenariat avec le Canada. Dans la logique de ce titre, l'émission adopte clairement un point de vue canadien plutôt que québécois. Ainsi, elle donne la parole à des Canadiens qui n'ont joué qu'un rôle mineur dans le débat.

Bien sûr, Jacques Parizeau est une des vedettes. On rappelle ses propos dépités lorsque le résultat du vote fut connu : « pourquoi avons-nous perdu ? l'argent et des votes ethniques. » De façon grossièrement injuste, Parizeau a été traîné dans la boue pour ces quelques

mots. Il ne s'agissait pas de tous les votes ethniques, mais seulement des milliers d'immigrants auxquels Ottawa a accordé la citoyenneté en catastrophe, dans les semaines qui ont précédé le vote. C'était une tricherie. Dans l'émission, pas un mot là-dessus.

Pas un mot sur les sommes folles que le camp du non a dépensées, au mépris total des lois québécoises. Pas un mot sur les cas de centaines d'électeurs, sinon des milliers, qui ont voté plusieurs fois. À cet égard, ce silence est une propagande ni masquée, ni subtile. Elle est grossière.

Le 27 octobre 1995, trois jours avant le vote, Montréal a été envahi par des milliers de Canadiens venus nous dire combien ils nous aimaient. Un certain scepticisme est permis. On peut penser que pour la plupart de ces gentils visiteurs, ce voyage toutes dépenses payées était une joyeuse balade difficile à refuser. La thèse du grand amour des Canadiens pour les Québécois ne tient pas la route. Je me souviens d'avoir reçu chez moi, quand j'étais

député à Québec, la visite de Richard Gwyn, journaliste terreneuvien qui a fait carrière en Ontario. Son but : m'expliquer que les Canadiens accepteraient la

Pas un mot sur les sommes folles que le camp du non a dépensées, au mépris total des lois québécoises.

sécession du Québec, si ce n'était qu'elle aurait pour effet de diviser le Canada en deux. Il n'était pas question d'amour.

On évoque la résistance de certains Amérindiens à l'idée de l'indépendance du Québec, mais pour en dramatiser l'importance, on utilise du métrage plein de violence qui avait été tourné cinq ans plus tôt, dans un tout autre contexte, lors de la crise d'Oka.

L'émission insiste sur certains désaccords entre Parizeau et Bouchard, mais on n'y reconnaît pas la grandeur d'âme du premier qui a fait du second la vedette de la campagne du OUI.

Et pas un mot sur les chicanes dans le camp du NON, ceux d'Ottawa écartant ceux du Québec.

On s'apitoie sur Chrétien « épuisé ». Ce qu'on s'en fout !

Le tout évidemment entrelardé de messages commerciaux, les mêmes répétés plusieurs fois dans l'émission, ce qui fait que cette télévision est très déplaisante. Mais ça, c'est un autre sujet.

PIERRE DE BELLEFEUILLE



LE PROCÈS GOMERY VA CÔTÉ AUSSI CHER QUE LA COMMISSION!



A/s Publicistes chez Budweiser

Contrairement à votre bière que je ne bois pas, vos publicités me saoulent.

Un usager critique de la STM qui a toujours eu peur des transports saoul-terrains.

BUSH ENVOIE UN
SIGNAL FORT AUX
VICTIMES
AFRO-AMÉRICAINES

SALUT
MEC



MAURICE
et
PATAPON



COURRIER DES LECTEURS

Le nez dans le PQ

«Faut s'adapter aux impératifs de la mondialisation»

— Lucien Bouchard, 1996

Quoi qu'en disent les fables nationalistes, le PQ n'a jamais été de gauche. S'il s'appuya, à l'époque, sur l'État, ce n'est pas dans le but de collectiviser les richesses, mais de soutenir et d'engraisser le capital national. L'objectif était de supporter les petites et moyennes entreprises afin qu'elles deviennent de grandes multinationales. Cette politique n'était évidemment pas socialiste, mais plutôt, et précisément, nationaliste.

Cette expansion dont rêvait la petite bourgeoisie fut effectivement un franc succès. À tel point que le Québec, et cela fait la fierté de plusieurs souverainistes, possède désormais sa propre classe d'affaire impérialiste et transnationale. L'État, progressivement, est donc devenu un outil dont l'élite économique peut, dans une plus grande mesure, se passer.

Avec le temps, le PQ est ainsi devenu tout aussi libéral que les autres partis. Ce qui le différencie, toutefois, c'est son habileté à créer des consensus. Étant nationaliste et populiste, il a développé ce don lui permettant de «négocier» ses politiques d'austérité avec l'élite nationale (syndicale, patronale...). Cet art du consensus donne une force considérable au PQ et, à l'inverse, montre toute la faiblesse du mouvement syndical et populaire. Car les liens entretenus avec les syndicats par le parti sont une preuve, non pas du «préjugé favorable envers les travailleurs» du PQ, mais, bien au contraire, du «préjugé favorable envers le PQ» des syndicats. Ce qui est, fort justement, l'opposé.

La souveraineté est un projet capitaliste. Elle veut d'un Québec libre, entreprenant et compétitif. Si le Parti québécois veut plus de pouvoir sur l'État, c'est pour faire avancer les intérêts de la classe économique qu'il incarne. Rien — pour ne pas dire moins que rien — dans le projet de souve-

raineté ne perturbera le système d'exploitation capitaliste. Au contraire, tout sera mis en œuvre afin de ne pas déranger la quiétude des rentiers.

«...le salut économique des Québécois se trouve dans notre familiarité avec les USA..., familiarité dans laquelle nous avons baigné trop passivement mais que rien n'interdit d'apprendre à exploiter à notre avantage»

— Programme du PQ, 1970

Le PQ, à la manière de Duplessis, s'appuie sur les États-Unis pour faire contre poids au Canada. Tout est formellement mis en œuvre pour rassurer le puissant voisin. Le Québec souverain fera partie de l'OTAN, de NORAD et de la ZLÉA, permettra le pillage de nos richesses naturelles et ne procédera à aucune nationalisation. Il restera, en bref, tel qu'il a toujours été. Tout ce qu'il demandera, en tant qu'État souverain et dépendant, c'est de profiter d'une partie des retombées économiques qui ont lieu sur son territoire.

«La future constitution du Québec devrait être en concordance avec la constitution canadienne et respecter les traditions de la monarchie britannique»

— Bernard Landry, 2003

Les souverainistes veulent reproduire à leur avantage la même domination qu'ils reprochent à Ottawa d'infliger au Québec. La même politique d'assujettissement, de mépris raciste et paternaliste sera tranquillement perpétuée envers les autochtones sans problème de conscience apparent. Le colonialisme blanc canadien sera doucement remplacé par le colonialisme blanc québécois. Le PQ, à de trop nombreuses reprises, a déjà fait la preuve que c'était ce qu'il «réservait» aux premières nations.

La souveraineté est un résidu de projet, une copie conforme, en plus petit, du statu quo. Loin de l'indépendance, loin du socialisme, loin du changement: elle est désormais à mille lieues des rêves de liberté scandés il y a

trente ans. Le PQ ne veut pas changer le monde, ce qu'il désire — comme tous les partis politiques — c'est en gouverner une partie. Et cela, il compte le faire sans aucune originalité, dans la plus banale des traditions capitalistes et autoritaires.

Aujourd'hui, par frénésie nationaliste ou nivellement vers le bas, une prétendue «gauche» continue pourtant d'appuyer le Parti québécois. C'est son choix. Le nôtre, et ce devrait être celui de toute la gauche, est plutôt de dénoncer la grotesque contradiction historique qu'elle incarne.

Marc-André Cyr

Le gros bon sens!

Dire à quel point il est peu important d'informer le citoyen pour qu'il puisse voter de façon éclairée: le gouvernement a écourté la période électorale municipale de deux semaines. Malgré la défusion, Montréal a pourtant vu son territoire augmenter de 50% depuis 2001. Alors que les candidats à la mairie de Montréal ont 400,000 citoyens de plus à rejoindre, les chefs de partis ont moins de temps pour rencontrer leurs gens et les informer des enjeux et des solutions qu'ils envisagent!

Étonnamment, cette apparente aberration est justifiée de façon fort convaincante par la ministre des Affaires municipales, Mme Normandeau, avec qui j'ai sympathisé lors d'un récent cocktail. Elle m'a confié que la durée de la période électorale avait été réduite parce que Bourque et Tremblay n'ont strictement rien à dire... Et que de toute façon, leurs débats sont «arrangés»... j'aurais dû y penser!

Michel Bédard,
candidat maire
du Parti Éléphant Blanc
de Montréal.

Écrivez-nous!

Le Couac publie les courts commentaires de ses lecteurs. Le courrier électronique demeure la meilleure façon de nous joindre (texte@lecouac.org). Sinon, envoyez une disquette par courrier postal: Le Couac, CP. 222 Succ. D, Montréal (Québec) H3K 3G5.

► PLOGUES

Résurrection du parti Rhinocéros

Les Zapartistes vous attendent au Lion d'or les 12 et 24 octobre prochains pour des supplémentaires du show RHINOCÉTAPHE dont ils sont les coproducteurs. Ne manquez pas ce décapant hommage à Ferron présenté dans le cadre du Festival international de littérature! Les prochaines élections fédérales vous donnent le goût de charger? Accrochez-vous au Rhinocéros: il n'a rien perdu de sa force!

Billets 20\$ taxes incluses. Réservations: (514) 282-0911.

Autres dates à retenir: les 27, 28 et 29 décembre pour la Revue de l'année que les Zapartistes présenteront au Spectrum, avant une tournée prévue pour début janvier.

Programmation d'automne du cinéma Politica-UQÀM

Projections gratuites et ouvertes à tous de documentaires engagés. Vous aurez en plus, à quelques reprises, le plaisir d'assister à un échange entre les réalisateurs et des organismes invités. Rendez-vous donc tous les lundis du 3 octobre au 28 novembre.

Entre autres à l'affiche: The Fourth World War (le 3 octobre), Nés de la haine, avec la réalisatrice Raymonde Provencher (le 31 octobre) et The Corporation (le 28 novembre). Pour de plus amples renseignements: <http://www.cinemapolitica.org>

Ce qu'on ne dit pas sur Haïti

Le film de Kevin Pina, Haïti: The Untold Story fait la lumière sur la répression brutale en Haïti amenée par le coup d'état de février 2004. Il sera présenté à le 3 octobre, à 19h à l'Université Concordia au RM H-110, Bâtiment Hall, 1455 Boul. de Maisonneuve. Il faudrait aussi modifier mon texte sur Haïti en page 7 et enlever les mot du troisième paragraphe: «et à l'UQAM».

KATRINA:
C'ÉTAIT AL-QAÏDA!



POUR S'ABONNER

Par téléphone: (514) 596-1017

Par la poste: Le Couac

CP. 222 Succ. D, MONTRÉAL (Québec) H3K 3G5

Adressez votre chèque à: Le Couac.



- Abonnement d'un an: 30,42\$ + taxes = **35,00\$**
- Abonnement de deux ans: 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement institutionnel et de soutien: 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution): 225,98\$ + taxes = **260,00\$**
- Abonnement d'un an à l'étranger: 43,46\$ + taxes = **50,00\$**

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Téléphone _____

Courriel _____

Le Couac

c.p. 222 succ. D,
Montréal, Québec, H3K 3G5
Téléphone: (514) 596-1017



Vous voulez collaborer au Couac?
Vous pouvez nous faire parvenir vos textes/dessins/photomontages par courriel, via notre site Internet: www.lecouac.org.

Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau
«Vice-président à l'information et éditeur adjoint»: David Ledoyen

Co-Rédacteurs en chef: Jacques Bouchard, Bruno Dubuc, Simon Tremblay-Pepin

Collaborateurs: Omar Aktouf, Isabelle Baez, Normand Baillargeon, Pierre de Bellefeuille, Eric Bondo, Jacques Bouchard, Claude G. Charron, Clode De Guise, Frédéric Dubois, Eric Martin, Michel Rioux, Bertrand Schepper-Valiquette, Valentin Tardi, Pierre Vadeboncoeur, Ramon Vitesse.

Illustrations et photos: Bobidoche, Boris, Charb, Luc Giard, Serge Ferrand, Sniper, Ramon Vitesse.

Graphisme: France Mercier

Imprimé par: les travailleurs et travailleuses syndiqués-es de Payette et Simms inc.

Distribué par: Messageries de Presse Benjamin Inc.

Nous remercions chaleureusement Charlie Hebdo pour sa collaboration.

Abonnement et publicité: lecouac@vif.com (514) 596-1017,
ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369
Imprimé au Québec

Le Petigru

D'AUSSI LOIN QUE JE ME SOUVIENNE, rarement n'avais-je été aussi intrigué qu'en cette journée de la fin août de l'année 1956. Débarquant du train qui m'avait amené du fond de la Gaspésie, j'étais sur le pont du traversier assurant le trajet de Lévis à Québec, en direction du Séminaire où je passerais les dix mois suivants. Approchant du cap Diamant, je vis une énorme affiche dont les lettres devenaient de plus en plus claires. J'étais abasourdi. Quand le bateau fut assez près de la rive, quel ne fut pas en effet mon étonnement en voyant mon nom, Rioux, écrit sur un immense panneau. Mais il y avait aussi un autre nom accolé au mien: Pettigrew! Dans ma courte vie, je n'avais jamais vu un nom semblable, que je n'arrivais même pas à prononcer.

Rioux & Pettigrew, Wholesale. Mon premier choc culturel, sans aucun doute. Mais une institution à Québec, depuis des décennies. Or, jusqu'à ce qu'un Pierre Pettigrew n'arrive dans le paysage, ce ne fut pour moi qu'un nom qui rimait bien avec le mien.

Vous dire que les choses se sont gâtées depuis n'est pas exagéré. Avec une allure vaguement Tintin, la voix nasillarde, Pierre Pettigrew, si on le comparait à un autre de la même cuvée, Stéphane Dion, faisait plutôt rire quand l'autre faisait vraiment rager.

Depuis quelques semaines cependant, on assiste à quelque chose comme une métamorphose. Pendant que Dion se fait oublier, causant à Chapleau une peine immense, Pettigrew semble vouloir prendre sa place dans le rôle de grand fendant libéral fédéral.

Il a vraiment sauté une coche devant les jeunes libéraux, à qui il a voulu enseigner les vertus cardinales libérales. «Agents de changements...», les libéraux, «héritiers d'une grande tradition». Vantant le «courage rouge, ouvert sur de plus grands ensembles», il a clos son discours en clamant: «Chers amis libéraux, la tête haute, le torse bombé, nous convainçons et nous vainçons.»

C'est le même Pettigrew qui, indiquant les comtés représentés par des députés du Bloc, avait parlé du «Québec profond», celui de Maurice Duplessis. Contrairement aux électeurs de l'Ouest de Montréal, tellement ouverts sur le monde, ce Québec profond n'avait pas encore

compris que la lumière ne peut être que libérale, en quelque sorte.

Quand il s'avance sur le terrain des droits et de la démocratie, le ministre chevelu devient échevelé. Dans sa maison de verre, il apparaît

LES MINUTES MÉCONNUES DU PATRIMOINE



plutôt mal placé pour parler de la Grande Noirceur et de ses pratiques. La Loi des Mesures de guerre, l'emprisonnement de 500 personnes, le vol de la liste de membres du PQ, les incendies criminels et les explosions à la dynamite, l'infiltration d'organisations syndicales, le rapatriement unilatéral de la Constitution, le programme des commandites, voilà de quoi faire passer Duplessis, avec sa Loi du cadenas contre les communistes et les dix onces distribuées pour acheter des votes, pour un amateur de très peu d'envergure en regard de ces professionnels, plutôt exceptionnels, que sont les libéraux fédéraux en ces matières.

Par ailleurs, que ne trouve-t-on pas sur Internet! D'abord, sur le site officiel de monsieur le ministre, on apprend que son véritable nom est Pierre Stewart Pettigrew... Et que c'est son arrière-grand-père qui a fondé la maison Rioux & Pettigrew avec Narcisse Rioux, monté de Trois-Pistoles. Ça vous fait une belle jambe, non? Et que découvre-t-on en poursuivant la fouille? Que l'ancêtre des Pettigrew, selon les généalogistes, s'appelait Petigru, un Français ayant quitté son pays pour les Îles britanniques au XV^e siècle et qui a ensuite guerroyé contre ses congénères.

On a de la suite dans les idées, dans cette famille, quand vient le temps de virer le cul à la crèche...

MICHEL RIOUX

2°C de plus au thermomètre planétaire: une fièvre inquiétante!

Selon les prévisions du Groupe d'experts intergouvernemental sur le climat (GIEC) des Nations Unies, l'augmentation prévue de la température moyenne du globe au cours du 21^e siècle oscille entre 1,4°C et 5,8°C. Le scénario 2°C de plus mis au point par Bill Hare, un scientifique de renommée internationale qui travaille pour Greenpeace, démontre que cette petite fièvre planétaire, qui peut sembler anodine, aurait des conséquences dramatiques. Pour retrouver un climat dont la température moyenne globale de la planète dépasse de 2°C à celle d'aujourd'hui, il faut remonter à plus de deux millions d'années.

NOUS SAVONS QUE LES CATACLYSMES NATURELS seront de plus en plus fréquents et dévastateurs. Ouragan Katrina qui s'est abattu sur la Nouvelle-Orléans balayant des pans de vie, d'histoires et qui a semé la terreur et la désolation sur son passage et laissé en héritage une soupe de polluants chimiques hautement toxiques est un avant-goût des catastrophes naturelles extrêmes qui s'annoncent. Guère réjouissant comme perspective, nous en convenons tous.

Nos enfants paieront la note

Ce scénario inquiétant, rappelons-le, est lié à une hausse de seulement 2°C de plus que la température moyenne globale actuelle qui est d'environ 15,6°C. En 2002, 700 catastrophes naturelles ont été documentées aux quatre coins du monde dont 600 liées à des conditions extrêmes. Coût 50 milliards de dollars américains. En 2005, c'est 200 milliards de dollars américains que coûtera à lui seul l'ouragan Katrina.

Actuellement, sur l'ensemble de la planète 160 000 personnes meurent à chaque année des conséquences des changements climatiques. Par exemple, la canicule prolongée de l'été 2004 a tué près de 3 000 personnes en France, dont une majorité de personnes âgées. De plus, la malnutrition va s'accroître due à des conditions de plus en plus difficiles pour pratiquer l'agriculture dans plusieurs pays du Sud. Ainsi, les répercussions des changements climatiques doubleront le nombre de victimes d'ici 2020 passant de 160 000 par année à plus de 300 000.

Rien d'encourageant au pôle Nord

L'Expédition Groenland 2005 de Greenpeace a permis de documenter le retrait de quelques glaciers dans cette région du monde. Le scientifique Gordon Hamilton, de l'université du Maine qui faisait partie de l'équipe des chercheurs à bord de l'*Arctic Sunrise* de Greenpeace, a été stupéfait par les découvertes sur le terrain. Ainsi, une hausse moyenne de 2°C sur l'ensemble de la planète équivaldrait à une hausse de 6°C en Arctique.

Nous vivons dans un monde de plus en plus virtuel et les prévisions d'ordre socio-économique, environnemental, etc. sont très souvent le résultat de calculs savants qui donnent naissance à des modèles informatiques qui permettent de dégrader des grandes tendances. Aussi, avant d'aller faire des relevés au Groenland même, les scientifiques croyaient que la région n'était pas encore affectée par le réchauffement planétaire. Le cas du glacier de Kangerdlugssuaq est particulièrement préoccupant puisqu'il s'est retiré d'environ 5 kilomètres depuis 2001 alors que depuis 40 ans il se maintenait dans une position stable. Ce fut la même surprise pour le glacier de Helheim, qui s'est retiré de 4,5 km depuis 2001 alors que sa position était demeurée stable depuis 1972. Ces deux exemples démontrent la nécessité de vérifier sur le terrain pour la mise à jour des données informatiques. La réalité dépasse parfois la fiction.

Les signes de l'évidence des changements climatiques se multiplient et pourtant nos gouvernements tant au provincial qu'au fédéral se font tirer l'oreille pour mettre en place des plans d'action qui nous permettront à tout le moins d'atteindre les premiers objectifs de réduction des gaz à effet de serre (GES) fixés par le Protocole de Kyoto d'ici 2012.

Montréal sera l'hôte de la 11^e Conférence des Parties au Protocole de Kyoto, du 28 novembre au 9 décembre, tout indique que nous ferons bien piètre figure face à la communauté internationale.

CLÔDE DE GUISE

Qui a peur des pétrolières?

LE 8 SEPTEMBRE DERNIER, le ministre français de l'Économie, Thierry Breton, a menacé d'imposer une «taxe exceptionnelle» sur les bénéfices du secteur privé réalisés grâce à la flambée des prix du pétrole. Les entreprises pétrolières se voyaient ainsi contraintes de présenter au gouvernement des propositions «concrètes» et «sérieuses» pour sortir de la crise actuelle. Le lendemain, elles réajustaient à la baisse le prix de l'essence à la pompe.

La France offre la démonstration claire qu'il est possible de faire trembler les géants pétroliers si l'on sait faire preuve d'un courage politique minimal. Cela est encore plus significatif pour nous, considérant que le gouvernement français actuel est un gouvernement qui s'affiche bien à droite, mais qui n'a pas peur de dénoncer les abus des multinationales lorsqu'ils deviennent si scandaleux.

Pendant ce temps, au Québec, le premier ministre Jean Charest préfère se pavaner à *Tout le monde en parle* et joyeusement badiner: cela n'est pas sérieux quand ses citoyens sont proprement rançonnés. La situation ne porte pas à rire. Les citoyens du Québec attendent de leur gouvernement qu'il agisse. Mais Jean Charest, encore une fois, attend. Encore une fois, nous sommes face à la stratégie de l'autruche.

Pourquoi attendre alors que les outils existent? L'article 68 de la loi provinciale

sur les produits et les équipements pétroliers stipule que «lorsqu'il est d'avis que l'intérêt public l'exige, le gouvernement peut déterminer par décret le prix maximum auquel peut être vendu ou distribué un produit pétrolier». Devant l'absurdité des prix actuels, n'est-il pas évident que l'intérêt public appelle d'urgence l'utilisation de telles mesures?

On ne peut alors rejeter du revers de la main la proposition de [...] nationaliser les ressources pétrolières qui appartiennent à tous les Canadiens et Canadiennes.

Les Québécois, en particulier ceux des régions, n'ont d'autre choix que d'absorber ces hausses faramineuses qu'aucune logique économique ne justifie. De l'argent qu'on leur arrache pour le remettre aux actionnaires des compagnies pétrolières, déjà grassement servis par des rendements de 28,4 % (Impériale — Esso) et 23,3 % (Shell Canada). Ces rendements dépassent «l'efficacité» et dans le contexte actuel, frôlent le banditisme! Et si ces profits étaient plutôt récupérés et réinvestis dans notre intérêt général?

La création d'un impôt spécial sur les profits extraordinaires réalisés par les

pétrolières, et le gel des prix pour les consommateurs, au Québec, sont les deux premières choses que devrait mettre en place le gouvernement provincial, avant d'en appeler à des poursuites devant l'OMC pour les multinationales qui chercheraient à se soustraire. Ce geste permettrait d'investir dans les énergies renouvelables et l'aide à l'achat de voitures propres tout en re-finançant les programmes sociaux tels que l'éducation, la santé, les transports en commun, le logement social, etc. Même la théorie de l'équilibre des marchés permet de soutenir qu'un impôt spécial pousserait les pétrolières à réduire leurs tarifs à la pompe afin de s'assurer une moins grande charge fiscale.

Quoi qu'il en soit, le tarif de l'essence devrait être plafonné à un niveau raisonnable pour les consommateurs québécois. Autrement, les entreprises québécoises, majoritairement des PME, souffriront automatiquement de l'asphyxie financière des consommateurs qui résultera de la hausse du coût de la vie en général, l'énergie étant à la base de tout.

Le profit par litre des multinationales du raffinage a doublé en cinq ans, passant de 6 c à 12 c du litre entre 1999 et 2004, bien avant la crise qui sévit actuellement. Au moment même où Hydro-Québec propose à son tour une augmentation de

3% de ses tarifs, le gouvernement doit intervenir d'urgence en fonction du bien commun, et non pas en fonction du profit maximal privé.

On ne peut alors rejeter du revers de la main la proposition de Léo-Paul Lauzon, titulaire de la Chaire d'Études socio-économiques de l'UQAM de songer à nationaliser les ressources pétrolières qui appartiennent à tous les Canadiens. Le gouvernement provincial doit exercer au plus vite des pressions en ce sens au fédéral. Paul Martin a déjà commis une grave erreur en vendant les dernières actions que nous possédions dans Pétro-Canada. Nous en voyons aujourd'hui les effets dramatiques.

Le Canada est sans doute un des rares pays producteurs de pétrole à n'avoir pas nationalisé cette ressource. De l'Arabie Saoudite au Venezuela en passant par le Mexique ou la Suède beaucoup ont compris que mieux valait nationaliser. Aujourd'hui pris à la gorge par l'insatiable boulimie des multinationales du pétrole, que ferions nous face à une catastrophe de l'ampleur de l'ouragan Katrina, si tout ce qui est stratégique et névralgique reste entre les mains d'incontrôlables et égoïstes intérêts privés?

OMAR AKTOUF, BERTRAND SCHEPPER-VALLIQUETTE, ERIC MARTIN ET SIMON TREMBLAY-PEPIN

Collège Dawson Nier le droit d'association

REFUS D'ACCREDITATION. Impossibilité d'avoir accès aux contributions, non-respect d'un vote légitime, nomination d'un comité fantôme en remplacement des élus, espionnage dans les locaux réservés malgré un avis de la cour, encouragement à la propagande mensongère et à la diffamation, intimidation, menaces, etc. Où donc cette histoire se déroule-t-elle? Dans un Wal-Mart ou un Mac Donald's en voie de se syndiquer? Dans les mines chiliennes? Dans les *maquiladoras* mexicaines? Nenni, le drame a comme décor le chic collège Dawson located in downtown Montreal ...

Traditionnellement, l'association étudiante de Dawson opérait selon un mode peu usité dans les Cégep québécois: la « cogestion ». L'exécutif de l'association avait une autonomie budgétaire très restreinte (un budget ne dépassant pas les 8000\$) et le reste des 285 000\$ provenant des contributions calculées selon la formule Rand était géré par un comité paritaire dont faisait partie l'administration et les étudiants. Grâce à cette mainmise sur l'utilisation des fonds associatifs, l'administration pouvait allégrement détourner de l'argent des cotisations étudiantes vers des activités qui auraient pourtant dû être payées par les budgets de fonctionnement de l'école.

Il y a deux ans, un groupe d'étudiant commence à faire campagne pour l'accréditation d'une association étudiante indépendante (Dawson Student Union — DSU) pour mettre fin à ce système. Il subissent menaces, intimidations et difficultés de tout ordre pour parvenir à gagner un référendum d'accréditation et, en février 2005, à organiser des élections à la présidence de cette nouvelle association indépendante. Elles sont remportées par Mélanie Hotchkiss et son équipe, un groupe en faveur d'une association étudiante indépendante de l'administration.

Mélanie Hotchkiss affirme que la situation à Dawson est « intenable ». Peu après son élection, l'administration a refusé de reconnaître la validité de l'accréditation. Suite à des mises en demeure, elle l'a enfin reconnue, sans toutefois admettre la légitimité de l'exécutif élu. Elle s'est alors servie de son emprise sur certains clubs étudiants pour faire de la propagande contre ce nouvel exécutif. Par exemple, en menaçant les responsables du journal étudiant de fermeture par la DSU, elle s'assurait d'y voir publiés des articles attaquant l'équipe de Hotchkiss.

Peu après un groupe d'étudiants est nommé par la direction pour assurer la cogestion des contributions étudiantes selon l'ancienne formule. La DSU doit se rendre en cour supérieure pour obtenir une ordonnance de sauvegarde sur cet argent. Malgré leur victoire, la DSU n'a pas accès aux contributions et s'endette lourdement à travers le processus judiciaire qui s'est déroulé pendant l'été.

À la rentrée, l'administration refuse de présenter la présidente de la DSU aux nouveaux étudiants suivant la tradition « On a aussi surpris un membre de l'administration en train de pénétrer dans notre local sans demander la moindre permission, alors que l'ordonnance de la cour interdit clairement une telle chose », ajoute Mélanie Hotchkiss, scandalisée.

Comme l'aurait dit Michel-Morin-Radio-Canada-Montréal: « les *student's affairs* du collège de Dawson n'ont pas retourné nos appels ».

Si le conflit ne se règle pas d'ici janvier, il faudra retourner en cour et les frais seront bien plus élevés que cet été. La DSU n'a pas d'argent pour une telle opération et malgré l'appui qu'elle reçoit de la Fédération Étudiante Collégiale du Québec (FECQ) et de plusieurs autres associations étudiantes, elle a fort peu de chances d'amasser l'argent d'ici là.

On constate clairement que dans ces collèges d'élites, la plus petite tentative de briser le contrôle institutionnel qui veille au bel avenir des étudiants est rapidement réprimée. Il serait vain de lutter contre une telle structure de l'intérieur. Seule solution: dévoiler au grand jour les comportements autoritaires et antidémocratiques de l'administration. Ce qui la mettra en demeure de se justifier devant la communauté. Cela aura également des effets négatifs sur l'image de marque du collège, une mauvaise publicité que l'administration ne peut guère se permettre dans un contexte d'hypercompétitivité inter-établissement.

Souhaitons aux étudiants de Dawson que la FECQ trouve du temps pour mettre sa machine de communication au service d'une cause aussi urgente mais elle semble préoccupée actuellement par d'autres objectifs... bien moins louables.

SIMON TREMBLAY-PEPIN
ET ERIC MARTIN

Théorie vs Pratique

« Qui se préoccupe de la rémunération des salariés doit se préoccuper de l'investissement. Des investissements plus élevés se traduisent en général par de meilleurs salaires et conditions de travail ».

Michel Kelly-Gagnon, 25 juin 2005
« Quebecor exporte son modèle de convergence en Ontario, investissant 110 millions pour créer des synergies entre ses médias de la province et pour regrouper ses

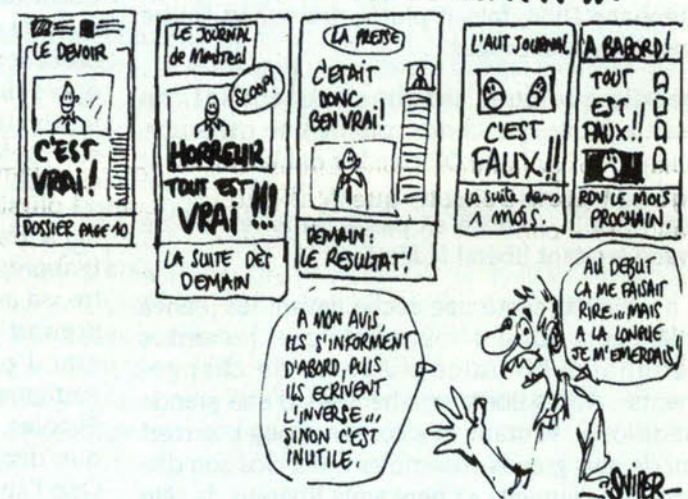
imprimeries en une seule. Cette dernière mesure doit entraîner la perte nette de 120 emplois ». Sophie Brouillet, www.lapresseaffaires.com, 25 août 2005 Michel Kelly-Gagnon voulait probablement dire: « de meilleurs salaires et conditions de travail pour les employés restants ».

La course à la chefferie du PQ Évaluation de mi-session des neuf candidats

- A** **Louis Bernard** — ne vous en faites pas pour votre image. De petites carences esthétiques ne vous empêchent pas d'inspirer confiance. C'est l'essentiel. *Bravo!*
- C** **André Boisclair** — méfiez-vous de la politique-spectacle qui est capricieuse. Ne prétendez pas que le comportement de fétard qu'on vous reproche n'était que péché de jeunesse. Vous étiez alors dans la trentaine, et ministre. Cessez de nier que le premier ministre Bouchard vous ait fait des remontrances. À deux reprises, il a confié cette mission à un membre de son cabinet, ce qui revient au même. *À retravailler!*
- B+** **Pierre Dubuc** — bravo pour votre projet de transformer Télé-Québec en chaîne d'information. Le vedettariat régnant, c'est le culte de l'ignorance et de la passivité. *Bonne idée!*
- B** **Ghislain Lebel** — c'est bien beau de brasser la cage, mais votre démission comme député du Bloc québécois, il y a trois ans, demande une explication. *Manque de précision!*
- C+** **Richard Legendre** — vous êtes Monsieur Net. Tout va bien, mais un regain de vigueur vous aiderait assurément. Comme au tennis, montez au filet. *Peu faire mieux*
- B** **Pauline Marois** — Karl Marx a montré que le peuple laborieux déteste les bourgeois. Vous n'y pouvez rien. Votre campagne est bien menée. *Bien!*
- A-** **Jean Ouhmet** — vos préoccupations vertes sont de première importance. À défaut de la chefferie, vous aspirez sûrement à un poste de ministre. *Très bien!*
- A** **Gilbert Paquette** — vive la cohérence pure et dure! Malheureusement, l'indécision et la mollesse, masquées par de belles paroles, ont la cote. *Courageux!*
- B-** **Jean-Claude Saint-André** — l'idée des gestes de rupture est plutôt mal vue. Le congrès de juin l'a rejetée. L'essentiel, c'est de mettre l'accent sur le pays à naître. *Peu faire mieux*

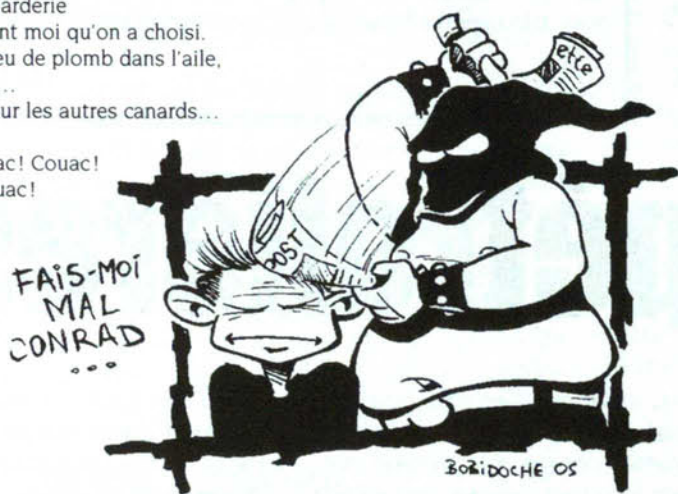
PIERRE DE BELLEFEUILLE

L'UTILITÉ D'UN MEDIA ALTERNATIF...



LE COIN DU MASOCHISTE

Il faut bien qu'au moins un canard souffre pour le bien de la canarderie. C'est malheureusement moi qu'on a choisi. Avec, je l'avoue, un peu de plomb dans l'aile, je m'astreindrai donc... à lire chaque mois pour les autres canards... La Gazette, Couac! Le Globe and Mail Couac! Couac! Et le National Post, Couac! Couac! Couac! Couac!



de pensée qui existe entre les deux solitudes. Ce chroniqueur s'appelle John Ibbitson. Dans son texte du 17 août, *Michaëlle Jean is our postnationalist future*, Ibbitson fustige les intellectuels particulièrement nombreux et dangereux à son avis en Francophonie: « Lafond se considère un intellectuel et les intellos — tout particulièrement la variété française — gravitent habituellement sur des idées audacieuses et dangereuses que le reste de l'humanité évite. » C'est pourquoi, hors des cercles universitaires, la population, pour des raisons de santé mentale, ignore Jean-Paul Sartre, Michel Foucault et l'équipe éditoriale du *Devoir*. Haro donc sur le Jean-Daniel d'avant son revirement. Mario Roy et Christian Rioux doivent être de grands admirateurs de cet Ibbitson.

n'existe plus entre fédéralistes et séparatistes mais bien entre ceux qui respectent la règle du droit et ceux qui veulent la contourner. »

Ces derniers, de l'avis de Johnson, sont ceux qui, à l'instar de Jacques Parizeau, favorisent une rapide déclaration unilatérale d'indépendance advenant que le Canada anglais manifesterait sa mauvaise foi à la suite d'un référendum où le OUI l'emporterait. Johnson croit dur comme fer que le *clarity bill* a pour effet d'empêcher une telle éventualité. Pour Johnson, le Québec est définitivement cadennassé.

Moins optimiste, Coyne craint qu'une Michaëlle Jean puisse entraver un jour les effets de ce *clarity bill*. La dame, qui vient

Notre Michaëlle au pays d'à côté

EN DÉVOILANT LES ANCIENNES COMPLICITÉS indépendantistes de Jean-Daniel Lafond, René Boulanger avait l'intention de causer un ravage au Canada anglais face à la nomination de Michaëlle Jean. Depuis, à lire les éditoriaux des plus importants journaux du ROC, on a l'impression qu'un effet boomerang s'est produit.

À une époque où le mouvement souverainiste commence à profiter des fruits de la loi 101, de plus en plus d'enfants d'immigrants se fondant dans la majorité face à un Canada qui se dit ouvert mais refuse de reconnaître le Québec comme nation, la plupart des éditorialistes ont trouvé intérêt à retourner les révélations de Boulanger contre « les séparatistes ». Les gens de son espèce seraient d'intraitables racistes tournant le dos aux valeurs du multiculturalisme auxquelles s'identifie le Canada. Et on accueille comme pure vérité les mensonges de la Gouverneure générale désignée et de son prince consort, tout autant désigné, de mari lors de leur communiqué du 17 août.

Deux jours plus tôt dans le *Globe and Mail*, le pitbull William Johnson traduit pour ses lecteurs cet extrait de l'article de Boulanger où il écrit: « Pourquoi je dis tout ça, en sachant que toute la presse anglophone va s'emparer de cette histoire et se mettre à charcuter le couple princier? » L'ex-président d'Alliance Québec donne les résultats d'un sondage qui démontrent que Boulanger a raté sa cible: 79 % de Canadiens et 89 % de Québécois sont d'accord avec la nomination de Michaëlle Jean. Et, par Lafond interposé, Johnson va jusqu'à réhabiliter Pierre Vallières. Dans son film *La liberté en colère* tourné en 1998, le cinéaste converti aux vertus du fédéralisme nous montre un ex-felquist qui se sent exilé dans son propre pays, la raison étant que ses amis d'antan acceptent mal sa thèse voulant que ce soit le gouvernement fédéral et non le FLQ qui aurait tué Pierre Laporte.

Dans le vénérable *Globe and Mail*, il suffira d'un seul chroniqueur relève le jupon pour qu'à l'occasion du choix tout politique de la nouvelle Gouverneure générale, on puisse entrevoir tout l'écart

Vu sa tendance droitiste, il n'est pas surprenant que le *National Post* ait été le plus virulent à propos de cette nomination. Et c'est Andrew Coyne qui vole la vedette avec ses chroniques des 17 et 20 août avec titres cinglants et révélateurs: *Making a mockery of the GG's office* et *Is Loyalty too much to ask?* Dans son premier texte, Coyne est loin de réhabiliter un Vallières qui dans le film *La manière nègre* de Lafond aurait déclaré que, non seulement la Martinique devait accéder à l'indépendance, mais également faire sa révolution. Idem pour le Québec. Et Coyne d'ironiser à propos de ceux qui croient que madame Jean parlait de la Martinique quand elle a trinqué avec ses amis au Quai des Brumes en s'écriant: « L'indépendance, ça ne se demande pas, ça se prend. »

Plusieurs seront surpris de voir que notre Bill Johnson soit si mou par rapport au Torontois Coyne. Erreur. Le premier l'est peut-être davantage comme on peut le sentir entre les lignes de sa conclusion: « Malgré la confusion entretenue par les politiciens et les journalistes, la frontière

tout juste de montrer de quel bois elle se chauffe en refusant de traverser la ligne de piquetage des employés en lock-out de la CBC, pourrait bien par exemple un jour — et c'est ce que Coyne craint le plus — refuser de sanctionner une éventuelle loi du Parlement canadien qui légitimerait l'envoi de l'armée sur le territoire du Québec suite à un gouvernement péquiste qui, avec l'appui de la population, aurait osé poser un quelconque geste de rupture. Encore une fois, pense Coyne, n'a-t-elle pas déjà dit « qu'une indépendance, ça ne se demande pas, ça se prend »?

Et le chroniqueur du *National Post* de conclure: « Il n'est pas déraisonnable d'espérer qu'en tant que Représentante de la reine, la Gouverneure générale, soit inconditionnellement loyale tout autant à la Couronne qu'à son pays. Tout comme on puisse espérer que le pape soit catholique. » Un Coyne pas du tout rassuré quant à la suite des événements.

CLAUDE G. CHARRON



Après Katrina les Bush se rendent en Louisiane

Enigme

A quoi pensaient les soldats de la garde nationale de Louisiane dans leur baraquement à Bagdad en regardant à la télévision leur ville de Nouvelle Orléan inondée?

Les leçons de l'affaire Arar:

Laissons-les mourir de faim ici, ce sera plus discret

MOHAMMAD MAHJOUB, réfugié d'origine égyptienne emprisonné depuis 2000 sous un certificat de sécurité, entamait lundi le 19 septembre dernier son 75^e jour de grève de la faim. La veille, dimanche le 18 septembre, un médecin indépendant avait examiné Mahjoub et fait valoir l'urgence de l'hospitaliser les risques d'arythmie cardiaque ou d'une atteinte des fonctions rénales devenant très importants. Mais pour quelles raisons s'est-il rendu jusque-là? La réponse fait grincer des dents: Mahjoub risque sa vie pour recevoir des soins médicaux indispensables et pour avoir le droit de toucher ses enfants de 6 et 8 ans lors des visites. Mahjoub souffre d'une hépatite C contractée en prison et demande qu'on l'autorise à faire une dialyse et une biopsie du foie, des examens prescrits par des médecins. Sans parler d'une paire de lunettes que Mahjoub attend depuis des mois. Si on entendait parler d'un tel cas à Guantanamo, on s'offusquerait avec raison, contre les méthodes étasuniennes. Mais ici, au Canada, il semble que ce soit moins grave puisque ça n'intéresse pas les médias.

À Toronto comme à Montréal, les manifestations se succèdent. De nombreuses personnes ont écrit au premier ministre de l'Ontario, Dalton McGuinty et à Monte Kwinter, ministre des Services correctionnels de l'Ontario. Le 19 septembre une marche était organisée devant les bureaux de Kwinter en soutien à Mahjoub. Sa femme, Mona Elfouli ainsi que Matthew Behren, que Mahjoub a autorisé à parler en son nom, se sont fait répondre par les représentants du ministre qu'une bonne partie de l'affaire Mahjoub était nouvelle pour leur service et qu'ils avaient travaillé fort sur le cas durant la dernière fin de semaine. Il est

vrai que 75 jours, ça laisse peu de temps pour se retourner... Poussant son courage au maximum, Kwinter, qui avait refusé de rencontrer Elfouli et Behren, a tenté de filer à l'anglaise avant le début de la manifestation. Le pauvre homme s'est malheureusement fait surprendre alors qu'il tentait de rejoindre sa limousine. Se retrouvant face aux deux représentants de Mahjoub, il a de nouveau refusé de les rencontrer et a lâché un «We have things under control» des plus rassurants, avant de monter dans son véhicule.

Comme le disait Hassam Almrei il y a quelques jours, la grève de la faim est la seule voix qu'il reste aux hommes dont les droits humains sont à ce point floués. Tout ça à cause d'une incarcération arbitraire sensément pour notre sécurité dont nul ne connaît les vrais motifs et les détails. Il est vrai de que donner une paire de lunettes à Mahjoub pourrait faire courir aux canadiens, des risques insensés...

Au moment de mettre sous presse (samedi 24 septembre), nous apprenons que Mahjoub vient de cesser sa grève de la faim. Il a reçu l'assurance du gouvernement ontarien que des médecins se rendraient dans son centre de détention pour évaluer son état de santé et que leur avis serait respecté.

On a également promis à Mahjoub moins de difficultés en ce qui concerne les visites de sa famille. Mais le droit d'avoir un contact physique avec ses enfants ne lui a toujours pas été accordé. Vendredi 23 septembre, Mahjoub a pu enfin revoir sa femme, pour la première fois depuis 3 mois...

ISABELLE BAEZ

Des perdants à la gouverne de l'Allemagne

Les Allemands veulent des réformes, mais pas n'importe lesquelles. Face aux défis du vieillissement, de la mondialisation et du gouffre financier allemand, les partis politiques pédalent et font du surplace.

LE 18 SEPTEMBRE DERNIER, 47 millions d'électeurs Allemands, soit 77% des inscrits ont voté. Placés devant cinq millions de chômeurs, une croissance économique stagnante et des réformes libérales mal comprises, ils n'auront pas été dupes. Le résultat est concluant.

Ils ont dans un premier temps montré clairement leur index à l'endroit de la coalition sortante des sociaux-démocrates (SPD) et des verts. Si le SPD de Gerhard Schröder perd deux millions de votes pour atterrir à 34,5%, les verts minimisent les dégâts avec un honorable 8,1%. Dans un deuxième temps, l'échec de la droite est retentissant. La CDU/CSU d'Angela Merkel ne récolte qu'un maigre 35,2% des voix. Même la surprenante performance de ses alliés néolibéraux du FDP (9,8%) ne suffit pas à entraîner l'Allemagne sur les rails de réformes tranchantes. Seul le nouveau parti socialiste Linkspartei, fusionnant à la va-vite sociaux-démocrates détroqués et

ex-communistes des nouveaux Länder (ex-RDA) double sa performance de 2002 et refait son entrée au Bundestag avec 8,7% des voix.

L'Allemagne désavoue les réformes néolibérales à la Schröder. Elle ne fait pas pour autant confiance à une droite conservatrice qui ne ferait qu'accentuer des réformes jugées trop

Le Bundesrat, un sénat connecté sur les régions

Le Bundesrat est composé de représentants des Länder. Présentement, une majorité de Länder sont dominés par la CDU, ce qui, durant les sept dernières années, a rendu l'introduction de nouveaux projets de loi difficile pour la coalition rouge-verte. Si la CDU formait le prochain gouvernement, elle bénéficierait d'une marge de manœuvre beaucoup plus importante pour mettre de l'avant ses politiques.

sévères. Les électeurs de droite ont préféré supporter le FDP tandis que les déçus de la gauche se rabattent sur la Linkspartei.

Si la sanction électorale est claire, la gouverne du pays l'est beaucoup moins. Le parti le plus fort, soit la CDU et son petit clone bavarois, n'a pas de majorité et devra probablement s'allier au parti de Schröder dans une coalition éléphant. D'autres scénarios de coalition improbables sont envisagés. Mais en aucun cas celui d'une alliance de la majorité de gauche ne pourra passer. Schröder ne voudra pas quémander un appui à la pièce aux socialistes du Linkspartei qui détestent à peu près tout de l'Agenda 2010 du chancelier. Cet agenda propose la flexibilisation du code du travail en faveur des employeurs, des incitatifs à l'emploi et des mesures de pénalisation pour les chômeurs et assistés sociaux. Il s'accompagne par ailleurs de réformes en santé (augmentation des prestations), en éducation (introduction inévitable de frais de scolarité) et en politique étrangère (plus grand rôle diplomatique et militaire).

Le Linkspartei devient pourtant l'irritant premier de tout gouvernement et ce, malgré sa connexion à un passé totalitaire et sa déconnexion des mouvements sociaux. Il est la seule fraction parlementaire à pouvoir offrir une critique sans détour de la dérive néolibérale de l'Allemagne.

Le chancelier Schröder l'a dit le soir de l'élection: les médias se sont mis le doigt dans l'œil. Leur volonté d'influence exprimée par une frénésie de sondages, des opinions d'éditorialistes festoyant l'arrivée certaine de réformes radicales et les critiques acerbes des quelques politiques progressistes de la coalition rouge-verte n'auront pas eu raison du vote populaire. La droite a eu tort de croire pouvoir tout rafler avec une campagne médiocre, un agenda anti-social et un leadership déficient. Leur slogan «ce qui est social, c'est ce qui crée de l'emploi» tombe à plat.

Au-delà du fait que la coalition sortante s'est largement inspirée de la Third Way de Tony Blair pour marquer ses réformes, il faut constater que l'immobilisme est tout aussi condamnable. Le vieillissement de la population (moyenne de 9 ans de plus qu'au Canada), les pressions de l'économie mondialisée (délocalisations massives, remise en question du modèle du capitalisme industriel allemand) et des transferts dits de «solidarité» vers le gouffre qu'est l'Allemagne de l'est, saignent l'Allemagne à blanc. La question est donc de savoir comment il est possible de mener des réformes qui restent équitables dans le futur, tout en créant des emplois. L'Allemagne en a-t-elle la capacité? Est-il déjà trop tard? À cette question, aucun parti n'a vraisemblablement convaincu l'électorat.

FRÉDÉRIC DUBOIS



La corruption

APRÈS AVOIR CONSTITUÉ SON CONSEIL DE MINISTRES EN 1976, René Lévesque prit la peine de les prévenir qu'il ne tolérerait pas les magouilles. Le langage était formel, paraît-il. Lévesque était honnête autant que réaliste et il savait à quoi s'en tenir sur les perversions possibles de la classe politique. Mais son équipe, nouvelle et ingénue, se sentait chargée d'une mission, et déjà cela était susceptible d'assurer des comportements acceptables.

D'ailleurs le Québec et aussi le Canada paraissent avoir été plutôt montrables sur ce chapitre, à comparer à ce qui se passe dans le monde. La psychologie québécoise a ceci de particulier: la corruption profonde de certains régimes à l'étranger nous apparaît toujours comme quelque chose d'à peine croyable. Nous sommes même pointilleux sur le sujet. On l'a constaté encore récemment à propos d'Alain Juppé.

Nous avons une certaine candeur. Notre sens démocratique, à propos duquel,

soit dit en passant, nous n'avons rien à envier à personne, contribue à nous garder dans de pareils sentiments. Le gros scandale des commandites nous a surpris comme une horreur, non sans raison du reste. Mais c'était une horreur canadienne, bien qu'elle ait eu lieu ici.

Il y a une chose que nous comprenons encore moins. Ce qui nous renverse et nous scandalise le plus, et nous étonne, et nous semble absolument inconcevable, c'est de voir une révolution s'effondrer à cause de la corruption de ses auteurs... C'est de voir sombrer là les raisons politiques les plus graves, la bonne foi, le courage, et d'assister à l'implosion de cette révolution quelques mois ou quelques années à peine après l'improbable et difficile victoire du peuple et du parti qui le représentait.

En pareil cas, la corruption est également une trahison, ce qui est incomparablement pire.

On a dit et redit que même l'Autorité palestinienne, au temps d'Arafat, était

gangrenée par la corruption. On n'en revient pas!

En 1973, au Chili, des syndicats de travailleurs, dans les transports, ont joué un rôle antirévolutionnaire virulent contre Allende et sa révolution sociale et démocratique, à l'instigation de la CIA.

On voit maintenant ce qui arrive au Brésil avec Lula. Le régime de celui-ci représentait un grand espoir pour toute l'Amérique latine, avec celui d'un Chavez au Venezuela. Lula ne s'en relèvera probablement pas, ni sa révolution.

On vient de voir aussi la révolution orange de l'Ukraine s'abîmer dans le marasme de la corruption après seulement quelques mois.

Il n'y pas de pire crime politique que le détournement d'une révolution pour s'enrichir.

PIERRE VADEBONCOEUR



Grosse fatigue

J'AI VU CETTE SEMAINE AU CINÉMA un film appelé *La constance du jardinier*. Un bon film, je pense, mais je n'y connais pas grand-chose.

On y raconte l'histoire d'un diplomate anglais en poste dans un pays africain (le Kenya) et qui est marié à une jeune activiste. Celle-ci, à l'insu de son mari qui préfère le jardinage au militantisme, entreprend une enquête sur de sordides pratiques de firmes pharmaceutiques, qui testent, ces salauds, des médicaments sur des pauvres gens et au mépris de leur santé. Elle mourra assassinée et son mari reprendra son enquête, bien déterminé à savoir ce qui s'est passé, et pourquoi. Le film a été tourné sur place, notamment à Nairobi et il offre des images puissantes et troublantes de la misère mais aussi de la dignité des pauvres gens qui y habitent. Il ne laisse aucun doute sur la culpabilité de nos institutions dominantes, en particulier les firmes — une d'elles est même canado-helvète! — les gouvernements (y compris africains) et les diplomates.

Il y avait pas mal de spectateurs dans la salle et le film, dit-on, connaît un certain succès. Or tous ces spectateurs, j'en suis certain, ont comme moi eu un immense haut-le-cœur devant la prémisse narrative de ce film. Dès lors la question qui vient aussitôt à l'esprit est la suivante: Pourquoi ne sommes-nous pas tous dans la rue? Comment se fait-il que des énergies immenses ne soient pas mobilisées pour mettre un terme à ces pratiques, et cela avec une détermination telle que notre action n'aurait de cesse que lorsque tout cela finirait? Je sais bien que des tas de gens militent et se battent. Mais je veux parler ici des gens qui ne militent pas et du grand public. Car c'est avec lui qu'on va gagner, ou perdre.

Une réponse possible est que la prémisse du film est reconnue par le public comme purement fictive. En d'autres termes, on regarde ce film comme une pure fiction, une oeuvre d'imagination. On a donc un film, *Darth Vader au pays des pilules*, mais, dans la vie, ça ne se passe pas ainsi.

Ce serait bien commode, mais c'est évidemment faux. Le public admet la prémisse narrative du film comme vraie parce qu'il sait parfaitement qu'il existe des firmes pharmaceutiques qui ont de telles pratiques. Mieux: il sait aussi que d'innombrables autres firmes, dans toutes sortes de secteurs, ont des pratiques du même tonneau, voire pires.

Mon mystère reste donc entier. Le voici, sous une autre forme:



nous ne sommes pas des monstres, mais devant de telles horreurs, nous sommes globalement inertes, ce qui est monstrueux. Je ne jette pas la pierre, notez bien. Je suis moi-même trop inerte. Mais je voudrais comprendre.

On dit parfois — je l'ai dit moi-même et le dis encore — que notre inertie tient en certains cas à ce qu'on ne sait pas ou pas bien ce qui se passe. Cela arrive et notre ignorance est souvent tristement réelle. À titre d'exemple, considérez ceci, qui est à mon sens une des plus grosses et des plus graves nouvelles des derniers jours. Elle a été rapporté par le *Washington Post* du 11 septembre (page A01) — mais très peu ailleurs et pas du tout au Québec, si je ne m'abuse. La voici: le Pentagone, dans un document qui révisé sa *Doctrine for Joint Nuclear Operations*, propose d'une part que des officiers en commandement puissent demander au président la per-

mission d'utiliser l'arme atomique, d'autre part l'introduction d'un nouveau concept, celui de guerre nucléaire préventive. Je vous épargne les détails, sordides, mais en gros par cette politique Washington permettra à quelque petit caporal, avec l'accord de Bush fils, de balancer une bombe atomique où ça lui plaît; Washington se donne également un droit large d'employer à l'avance l'arme nucléaire dans un nombre de cas et de circonstances flous et plutôt mal définis. Bref: Dr Strangelove est revenu et

pessimisme de l'inaction en optimisme de la volonté et en joie d'agir pour changer le monde? Pour y réfléchir, voyons un peu les choses du point de vue des personnes qui ne militent pas.

Elles constatent que l'ennemi est énorme et, semble-t-il, invincible. Elles ont compris qu'en coopérant un peu, même superficiellement et à regret, avec les institutions dominantes, on peut espérer s'en tirer sans trop de mal et même en retirant quelques avantages. Elles voient bien que, de leur côté, le refus de coopérer et le militantisme sont, et trop souvent, peu attirants; ils nous forcent en outre à nous remettre sans cesse en cause; nous font douloureusement ressentir des contractions qu'on préférerait ignorer; nous font constamment plonger dans une horreur qui donne envie de vomir, et ainsi de suite. Pire: les militants, prompts à dénoncer le monde — et donc à faire au grand public la leçon sur ce qu'il sait déjà — n'ont rien à proposer quand on leur demande ce qu'on mettrait à la place.

S'il existe une solution à mon mystère, il passe par là et donc par l'imagination de finalités et de buts plausibles. C'est l'immense mérite de Michael Albert d'avoir compris que notre déficit en est d'abord un de vision et, avec l'économie participative, d'avoir cherché à le combler en ce qui concerne les institutions économiques. Mais il nous faut plus qu'un modèle économique. Il nous faut, sur les plans de la culture, du politique, de la famille, de l'éducation et ainsi de suite des visions crédibles, attirantes, qui donnent un sens à l'action, qui permettent de constater qu'on avance, de victoires en victoires, vers quelque chose de souhaitable.

C'est que le temps presse. En passant, et sans vouloir vous empêcher de dormir, avez-vous vu à quel point les rapports qui sortent ces temps-ci sur le réchauffement planétaire foutent la trouille?

Le temps presse, vous dis-je. Et la Nouvelle-Orléans le hurle.

Le temps presse. Et moi, je suis fatigué.

NORMAND BAILLARGEON

Ça va mieux

Selon Washington, les conditions de détention s'améliorent à Guantanamo et Abou Ghraib. Super! Qu'est-ce qu'on aurait dit à la fin de la Seconde Guerre mondiale si les journaux avaient publié que: «Les conditions de détention s'améliorent à Dashau et Auswitchz?»

Vive la démocratie! God bless America!

> LE RETOUR DE LA BOMBE



Pétrodictature

LA HAUSSE DU PRIX DE L'ESSENCE a fait couler beaucoup d'encre. Elle nous démontre la nocivité de la dépendance à une source d'énergie «manipulo-monopolisatrice», le pétrole. Les médias électroniques et les journaux ont multiplié les reportages sur les mille et un trucs pour modifier nos habitudes de consommation et même adopter des comportements plus écologiques. Voilà qui est réjouissant, d'autant plus que ces bonnes habitudes auront des répercussions globales sur notre santé et sur notre environnement. Encore faut-il que nous les mettions en pratique assidûment.

Cela étant admis, je suis particulièrement allergique au fait que cette hausse à la pompe aille enrichir les plus riches des riches. Gérald Fillion, animateur de l'émission *Capital Actions* et chroniqueur à *Matin Express* à RDI révélait récemment que les cinq plus grandes pétrolières au monde ont encaissé des profits records se chiffrant à 100 milliards de dollars américains, du

jamais vu. Qui fait les frais de cette hausse du prix du pétrole à la pompe ou du mazout comme combustible chauffant: les plus pauvres des pauvres. Non, non, ce ne seront pas, comme certains le prétendent, les propriétaires de Hummer et de VUS de luxe. Quand on a les moyens d'acheter ces véhicules énergivores qui coûtent la peau des fesses, on se fout du prix à la pompe.

Je me réjouirai vraiment de la hausse du prix à la pompe lorsque j'aurai la certitude que cette augmentation sera réinvestie dans le transport en commun comme mesure de péréquation sociale et de solidarité. Nos gouvernements font preuve d'un laxisme honteux. Enrichir les pétrolières et leurs riches actionnaires en sachant que les plus démunis en villes comme en régions en pâtissent ne me fait pas bondir de joie. Il est plus que temps de mettre un terme à la pétrodictature!

CLÔDE DE GUISE



Bientôt à l'affiche sur CNN

Le mois dernier, le président vénézuélien Hugo Chavez, affirmait qu'il dispose de documents prouvant que les États-Unis projettent d'envahir son pays. La stratégie aurait été élaborée dans un plan baptisé «Balboa» comme le célèbre boxeur hollywoodien. Comme on peut le remarquer, certains s'inspirent de leur histoire pour la création d'oeuvres cinématographiques et d'autres préfèrent s'inspirer de leur cinéma pour écrire leur histoire.

Le zèle d'Immigration Canada

CHRONIQUE D'UNE MANIFESTATION ANNONCÉE. La rumeur circulait à l'effet que, le lundi 5 septembre jour de la fête du Travail, Greenpeace et des groupes écologistes de la région de Trois-Rivières allaient manifester pacifiquement sur le fleuve Saint-Laurent devant la centrale nucléaire de Gentilly-2 pour s'opposer à sa réouverture. Projet que caresse Hydro-Québec au coût faramineux de 1,2 milliard de dollars. La population était invitée à se joindre à cette manifestation canoë et kayak.

Greenpeace avait fourni à Immigration Canada, deux semaines à l'avance, les informations d'identification requises sur le personnel de bord et les invités dont les journalistes qui seraient sur son navire *Arctic Sunrise*, le jour de la manifestation. En fin de journée la veille de l'action, par excès de zèle Immigration Canada a exigé des données additionnelles comme la date de naissance et une preuve de citoyenneté canadienne de chacun des invités sinon ils étaient considérés comme des illégaux à bord du bateau. Mission impossible dans un délai si court. Ce zèle de dernière minute

a-t-il été le fait d'Immigration Canada, de la GRC ou les ordres venaient-ils de plus hautes instances? L'histoire ne le dit pas. Pour sûr, cette manœuvre d'intimidation pour tenter de stopper une manifestation anti-nucléaire pacifiste (qui a eu lieu et fut un franc succès sous la surveillance dans les airs comme sur terre de la GRC et de la garde côtière canadienne) en dit long sur un pays qui se prétend démocratique et où le droit d'opinion, en principe, a droit de cité. Dire qu'il y en a encore des gens pour penser que Greenpeace est composée d'une bande de terroristes alors que ces mêmes personnes se sentent rassurées par les gens de l'industrie nucléaire qui veut nous vendre une énergie dont les déchets radioactifs mettent la planète en péril.

Plus de 3 000 personnes ont visité l'*Arctic Sunrise*, durant sa tournée québécoise du 29 août au 9 septembre dernier pour manifester leur sympathie à l'organisation environnementale internationale qui célébrait ses 34 ans le 15 septembre dernier.

CLÔDE DE GUISE

Nous ne polluons pas les ondes...

Dépanneur

Ouvert 24 h

www.cibl.cam.org

Le Canada en Haïti D'ombre et de sang



LE 13 SEPTEMBRE DERNIER Yves Engler et Anthony Fenton lançaient *Canada in Haiti: Waging War Against Poor Majority* dans lequel ils dénoncent vigoureusement les actions du gouvernement canadien en Haïti. Réunion secrète à Ottawa pour renverser Aristide et remettre l'armée sur pied, déstabilisation du gouvernement Lavalas (le parti fondé par Aristide) avec l'aide d'ONG, tueries sciemment par les grands médias, intérêts commerciaux et diplomatique en jeu, appui militaire aux ÉUA: tous les airs d'un impérialisme canadien.

Certains arguments sont en effet troublants. Cette réunion tenue fin février 2003, qui aurait réuni des représentants des ÉUA, du Canada et de la France et où il aurait été question de la formulation de l'Initiative Ottawa pour Haïti est un bon exemple. Trois points majeurs auraient été soulevés lors de cette rencontre: le départ d'Aristide, la création d'un gouvernement de transition et la remise en place de l'armée haïtienne (qui avait été dissoute par Aristide). Un an plus tard, tous ces objectifs se réalisaient avec le renversement d'Aristide auquel des militaires canadiens auraient participé.

Dans le même registre, Engler et Fenton font mention de plusieurs tueries dans les bidonvilles qui semblent bien avoir été menées par les forces locales (formées par des gens de la GRC) et même par les forces de maintien de la paix envoyées par l'ONU (MINUSTAH). Sur ces tueries (entre autres celle du 6 juillet 2005) il semble bien difficile d'avoir quelque information que ce soit dans les grands médias canadiens et dans les médias Haïtiens en ligne. Le film du journaliste Kevin Pina, *Haiti: The Untold Story*, qui sera présenté à Concordia (voir les plogues en p. 2) devrait compléter en image cette partie de l'argumentaire.

Par contre, certaines thèses de *Canada in Haiti* sont moins faciles à approuver. Toute la question de l'implication des ONGs canadiennes est présentée de manière simpliste. Parce qu'elles sont financées par l'Agence Canadienne de Développement International (l'ACDI) et qu'elles n'appuient pas le parti Lavalas, elles deviennent, selon les auteurs, des agents déstabilisateurs du pays. Il ne s'agit pas ici d'être assez naïf pour croire que les ONGs ne sont pas influencées par les objectifs politiques de l'ACDI qui s'approchent bien souvent de ceux du gouvernement (on n'a qu'à penser aux différentes modes dans lesquelles passe le milieu de la coopération internationale à cause des coups de cœur théoriques de l'ACDI: la gouvernance, les droits humains, la lutte contre la pauvreté, etc.). On doit admettre ce que Pierre Beaudet d'Alternatives disait en entrevue au *Couac*: «Alternatives et les autres ONGs sont conti-

nuellement en train de critiquer l'ACDI!». Car, en effet, ce sont généralement les ONGs qui reçoivent de l'argent de l'ACDI qui formulent publiquement les critiques les plus sérieuses faites à cette organisation. Si l'ACDI a une influence énorme, il est difficile de nier le *arm's lenght* qui la sépare des ONGs.

C'est tout le problème qui se dégage du livre de Engler et Fenton. Les auteurs réussissent à nous faire sentir la part d'ombre qui plane sur l'implication canadienne en Haïti mais leurs déductions sont tellement hâtives et souvent peu appuyées qu'on peine à croire à l'ensemble de la thèse. Leur argument de fond ressemble à celui utilisé par les théoriciens de la conspiration: le fait qu'on ne sache pas des choses devient la démonstration d'un complot. Par exemple, on ne doute pas que certains intérêts commerciaux du Canada en Haïti aient pu influencer l'implication gouvernementale. Toutefois, affirmer que des compagnies comme KWG Ressources, Sainte-Geneviève Ressources et Gildan font des profits en Haïti ne démontre pas qu'ils ont du poids face aux priorités gouvernement canadien.

De plus, affirmer comme les auteurs que «ce que les pauvres demandent c'est un niveau minimal de respect et le retour de leur gouvernement élu et du président Aristide» c'est, là encore, faire une simplification. On présente la société haïtienne comme étant composée uniquement de riches exploiters anti-Aristide et de pauvres exploitées pro-Aristide. On peut constater, seulement en parlant à quelques Haïtiens de Montréal, que la situation est beaucoup plus complexe que cela.

Depuis longtemps, à propos d'Haïti, les choses sur lesquelles tout le monde s'entend sont peu nombreuses. L'ensemble des observateurs est prêt à dire que la situation actuelle n'est pas réjouissante et que le report des élections par les autorités intérimaires dirigées par Gérard Latortue n'est pas un bon signe. La majorité des observateurs sérieux semble pencher vers le fait que Jean-Bertrand Aristide a bel et bien été expulsé du pays contre son gré par des membres de l'armée étasunienne. Outre ces évidences, les divergences sont nombreuses et importantes. Être bien informé sur Haïti devient difficile car, de tous côtés, les écrits et les affirmations semblent biaisés.

Sans convaincre complètement, *Canada in Haiti* jette de sérieux doute sur les actions canadiennes dans le pays le plus pauvre du continent. Il semblerait bien que la blanche colombe du grand Nord se soit taché les ailes du sang des haïtiens.

SIMON TREMBLAY-PEPIN

FENTON, Anthony, ENGLER, Yves, *Canada in Haiti: Waging War Against Poor Majority*, Fernwood Publishing/RED Publishing, Vancouver/Winnipeg, 2005, 120 p.

Hommages

Le journaliste Jean-Christophe Laurence a rendu un vibrant hommage posthume à l'animateur Michel Desrochers, dont «les Montréalais d'un certain âge se souviendront du style coloré, des calembours à répétition et de son célèbre "Yabadabadou"» (*La Presse* 18-9). Laurence cite Jacques Lepage, ancien collègue de Desrochers pour qui il «était un peu le Pierre Nadeau du monde de la variété».

Et réciproquement, Pierre Nadeau serait donc un peu le Michel Desrochers du monde de l'information. Yabadabadou!



Les animatrices de *La Fosse aux lionnes* (Radio-Canada) ont commenté le «duel» *Star Académie* — *Tout le monde en parle*, en ouverture de leur première émission. «On aurait pu avoir quatre heures de bonne télé. Mais là, nous n'en aurons que deux et on va pitonner comme des malades», indique Renée-Claude Brazeau (*La Presse* 11-9). Louise Cousineau, la dinosaure des critiques de la télévision québécoise, est aussi de cet avis. Pourquoi les diffuseurs québécois programment-ils leurs bonnes émissions en même temps, obligeant les spectateurs à faire des choix «déchirants», radote-t-elle à répétition. Si on suit ce raisonnement, les diffuseurs devraient se concerter pour programmer volontairement des émissions poches contre les bonnes émissions de leurs concurrents, et vice-versa. Les meilleures émissions pour ces grandes intellectuelles étant, bien sûr, celles qui obtiennent les plus grosses cotes d'écoute.

La Fosse aux lionnes a commencé un lundi à 140 000 téléspectateurs pour tomber à 87 000 dès mercredi. Le même jour, la reprise des *Belles Histoires des pays d'en haut*, diffusée juste avant, avait attiré 126 000 spectateurs (*La Presse* 16-9). Ce qui nous amène à conclure que *La Fosse aux lionnes* serait l'émission poche idéale que Radio Canada pourrait programmer contre *Star Académie*.

Art contemporain

«**P**LUS D'UN MILLIER DE LYONNAIS posent pour Spencer Tunick» (*La Presse* 12-9). Tunick est ce photographe itinérant allant de ville en ville pour immortaliser des citadins «ordinaires» étendus nus, en troupeaux, dans les rues de leur ville. Et les musées des dites villes s'empressent d'acquérir les œuvres du grand artiste, comme l'ont fait les conservateurs du Musée d'art contemporain de Montréal, visiblement pas moins cons que leurs confrères étrangers.

Voilà un petit commerce rappelant les photos aériennes qui ornaient les murs du salon de tout bon cultivateur québécois prospère, dans les années 1960. Des photographes itinérants louaient de petits avions et photographiaient les fermes «modernes» du haut des airs pour vendre aux habitants éblouis, de jolies photos encadrées de leur «domaine».

Dans les deux cas il s'agit de flatter la vanité des esprits simples en photographiant leur centre d'intérêt: la ferme du paysan et le nombril du citadin.

JACQUES BOUCHARD



Scoop

Le massacre continue en Tchétchénie dans l'indifférence générale.

ABONNEZ-VOUS!
www.lecouac.org

Parlant poissons... MARZI, T.I. *Petite carpe* (Dupuis) de Savoia et Marzena ont le chic, à partir de souvenirs d'enfance polonais de la scénariste, de débusquer autant de jeux et d'interprétations du monde adultes des plus vifs. Par exemple, tradition et religion (ils jouent au Pape...) sont joyeusement désamorçés. La découverte d'Ondraszek — sorte de Robin des bois rassérène sur une culture populaire pas plus dupe des voleurs authentiques, qu'ils soient communistes ou capitalistes!

Dans un tout autre registre, plus ludique, *LE CLUB DES QUATRE, Joue et gagne* (Fluide Glacial) de Bouzard torpille le classique d'Enid Blyton d'un pastiche pas piqué de vers... Amateur d'hard rock, l'auteur introduit dans ces petites histoires allant en crescendo, enfants travailleurs, diversité

sexuelle, arme de destruction massive et autres réalités.

CHANTE AVEC MOI, *Le Stéréo Club 2* (coll. poisson pilote, Dargaud) de Bourhis/Spiessert pour démonter la fausseté de l'assertion «le monde il écoute ça parce qu'il aime ça» — on y appréciera le personnage de «relique absurde» lisant Hebdo anar et LA MUSIQUE (Fluide Glacial) d'une flopée d'auteurs du magazine et d'invités de l'undeground tels Dutreix, Caritte ou Tom appréciables pour des sonorités(!) inusitées. Plus de bruits et moins de silence pour penser alternatives... On n'échappe pas à la musique!

VALENTIN TARDI



JULIE SALVADOR, *Au bout de la terre* (Le Piano en cavale/Local)

Une chanson toute musicale puisque Salvador fait danser sa voix tant avec ses idées qu'avec les touches coquines de son piano. Il y a aussi des complices. Ceux-ci larguent les amarres pour prendre, avec elle, le fluide créatif; foison inventive des paramètres vocaux et d'impro musicales bienvenues au cœur d'une chanson populaire audacieuse, capable de vivifier, de remettre le cap sur la liberté. Outre des cordes, des cuivres, signalons la présence de Nicolas Letarte (Urbain Desbois, Nathalie Derome, etc.) à la batterie et à l'égoïne. Brillant!

JOSE-MARIA GIANELLI & MAGDALENA, *Tango Reo, Tango Loco* (JMG/ BROS)

CELLO, *Las palabras neceserías* (De la Casa/ Local)

Pour certains de nos contemporains l'immigration n'est pas un choix mais une nécessité. En Argentine l'oppression militaire en a fait fuir plus d'un. José-Maria est de ceux-là. Son tango, s'il refait des racines vigoureuses ici, participe à un enrichissement mutuel. Certains textes chanson française et jazz se superposent à une Mémoire étonnement vivace;

à un tango capable de franchir l'Amérique et les générations. Il y a celui dédié à sa fille, Fleur de neige, Reine d'Argentine, qui a la voix «douce comme l'eau d'étable» mais, également, ce Tango transgénique empreint d'une gravité non dénuée d'humour. Tout aussi crédible et sympathique le world alter-rock aux guitares et percussions admirables de Cello, originaire du Chili, n'en démontre pas moins sur la nécessité de démasquer maints détournements du sens.

NOAM CHOMSKY, *The Imperial presidency* (AK Press/ G7 Welcoming Committee)

Infatigable, Chomsky analyse le système politique américain dont les campagnes sont menées par les mêmes qui vendent de la pâte à dent et des bagnoles, qui visent des marchés à travers la construction d'images. D'où cette guerre au terrorisme sur le principe de «Great Beast» pour un conte d'horreur retailé sur mesure pour générer une instabilité des plus rentable... pour le plus petit nombre. Ce spoken word, enregistré à l'Université de Toronto fin 2004, bénéficie pour le Canadian Dimension Magazine, contribue à critiquer cette dérive.

RAMON VITESSE



Le bonheur des citadins avant celui de l'auto ?



À 50 ans, Richard Bergeron a un parcours qui l'a amené à travailler sur à peu près toutes les composantes du développement urbain. Bien que ses publications, rapports et conférences font référence, ses recommandations ont rarement été appliquées. C'est que le monsieur en est venu à la conclusion que l'amélioration de la qualité de vie des citadins passe d'abord par la réduction de la circulation automobile. Or on ne bouge pas facilement la vache sacrée de l'auto, surtout lorsqu'elle s'est incrustée dans l'inconscient collectif nord américain à grands coups de publicités onéreuses qui font les choux gras des grands médias.

Contrairement à certains automobilistes qui ont «les tires larges mais l'esprit étroit», Bergeron s'est entouré d'alliés aux compétences plus larges que la seule problématique de l'auto. Avec Projet Montréal, il espère ainsi offrir, le 6 novembre prochain, une alternative au parti de Tremblay et de Bourque. Rien que pour ça, ça valait la peine de l'interviewer...

Le Couac (LC) : Nous sommes le dimanche le 18 septembre 2005 à l'investiture à la chefferie de Projet Montréal. Vous venez de recevoir le mandat d'être candidat à la mairie de Montréal pour la course électorale qui s'annonce. On a présenté tantôt 45 candidats et vous dites qu'il en viendra d'autres. Il y a donc du monde prêt à s'engager dans les voies moins faciles et à contre-courant que vous proposez ?

Richard Bergeron (RB) : Il y en a plus qu'on pense et l'exemple que je donne toujours, c'est celui du Suroît l'an dernier. Vous savez les gens souvent ça fait 10-15 ans qu'ils reçoivent des messages sur le développement durable, Kyoto, les changements climatiques... Et c'est comme si on mettait des gouttes dans un verre opaque et c'est un peu décourageant parce qu'on ne voit pas à quel niveau est rendu l'eau dans le verre. Mais le niveau monte. Et avec le Suroît l'an dernier, on a vu qu'entre la goutte qui manque pour faire déborder le verre et la goutte en question, il peut ne manquer qu'un événement déclencheur. Et tout d'un coup, à la surprise générale, arrive le Suroît qui a été comme une vraie traînée de poudre, la population s'en est mêlé et elle a dit : «Non. Hydro-Québec est un producteur d'énergie propre et on veut que notre fleuron national demeure un producteur d'énergie propre.»

La population ne le savait peut-être même pas elle-même qu'elle était prête à ça, nous ne le savions pas non plus, c'est l'événement qui a servi de moment de bascule. Je pense que Projet Montréal et le programme que nous proposons (voir encadré) peut jouer ce rôle de déclencheur.

LC : Si l'on se fait l'avocat du diable, on pourrait dire qu'un événement ponctuel, facile à comprendre, qui touche à l'environnement, est beaucoup plus mobilisateur que des enjeux politiques municipaux. Et surtout avec Tremblay et Bourque qui ont commencé leur campagne électorale avec les nids de poule, ça a dû vous faire sourire...

RB : Me faire sourire ? J'en ai honte, j'en ai honte ! On n'a pas le droit de prendre la population montréalaise pour une population naïve qui ne peut entendre rien d'autre qu'une surenchère entre les deux autres candidats pour savoir qui va mettre le plus d'argent dans les nids de poule. La population est rendue plus loin que ça ! Et à supposer qu'elle ne le soit pas rendu plus loin : on n'a pas le droit de lancer comme thème de campagne une niaiserie comme les nids de poule, qu'on dise que l'avenir de Montréal c'est le débat sur les nids de poule. Non, nous à Projet Montréal on fait confiance à la population. Je ne crois pas que la population soit si peu informée.

LC : Votre formation politique est encore toute jeune...

RB : La formation du parti, c'était le 7 novembre 2004, un an avant l'élection municipale. On a fait un bon bout de chemin depuis : on a plus de 700 membres, on a une superbe brochette de candidats (voir encadré), des gens de qualité dont la majorité ne sont pas connus. Mais au

sein de notre équipe de candidats, il y a la nouvelle génération montante, les vedettes de demain. Alors que les vedettes d'aujourd'hui soient peu venues dans Projet Montréal, dans le fond on s'en fout.

On a aussi des gens qui font le lien entre le passé et l'avenir, des gens de la trempe de André Cardinal ou de Paul Cliche qui, n'eût été de ses problèmes de santé, aurait sauté dans la bataille. Et puis le 6 novembre au soir, le monde ne s'arrêtera pas de tourner : c'est le tout début de Projet Montréal. On aura quelques élus, sans aucun doute. C'est presque pas possible qu'on n'en ait pas. Pas avec la qualité des gens qu'on a et la qualité du projet qu'on propose. Et puis on va changer les choses, graduellement, et en 2009 on verra. De l'eau aura coulé sous les ponts.

C'est pas très solides les châteaux de cartes des deux autres – Vision Montréal et l'Union des citoyens de l'île de Montréal (UCIM), pour ne pas les nommer – c'est des châteaux de cartes un peu abracadabrants. Déjà un château de cartes c'est pas solide quand les cartes ont toutes la même taille. Imaginez maintenant quand il y a des grosses cartes et des petites cartes. Ça va partir au premier coup de vent...

L'auto : une machine meurtrière

Au Québec, l'automobile a à ce jour fait 75 000 morts et 2,3 millions de blessés. Ce qui signifie qu'une personne sur quatre, au Québec, a été blessée au moins une fois.

lisé une coalition arc-en-ciel. Mais nous, il nous apparaît que cette coalition est bien fragile. Il y a des gens aussi qui, sans vouloir être trop méchant, ont un peu monayé leur passé, soit à gauche, soit en environnement ou en développement durable. Ils se sont laissés tenter par une élection «clé en main». C'est dur de résister à ça, vous savez.

Moi m'en aurait-on offert une que j'aurais envoyé promener l'émissaire... D'ailleurs, pour tout dire, ça m'a été offert ! Et je les ai envoyés promener royalement ! Mais reste que ça peut être des offres qui sont tentantes.

Il faut savoir résister à ce chant des sirènes. Moi, ma fierté, c'est le cheminement que j'ai eu (voir l'encadré), c'est ce que j'ai produit, c'est les gens que j'ai rencontrés.

Si je n'avais pas fondé Projet Montréal je n'aurais pas rencontré tout ces gens merveilleux. Je ne connais plus tout le monde maintenant parce qu'il y en a trop, mais j'en connais au moins 150 intimement. C'est ça ma rémunération à moi, c'est ça mon plaisir.

LC : En fin de compte, vous vivez beaucoup en ce moment ce que vous prônez pour l'ensemble de la population.

RB : Bien sûr. Je me suis imposé comme médecine personnelle de renoncer à l'auto il y a 20 ans. Bon, il y a eu des bouts où je n'avais pas assez d'argent pour avoir une auto, alors là c'est sûr que c'est moins vertueux un peu (rires)... Mais le fait est que depuis 20 ans je n'ai pas d'auto et j'ai ajusté ma vie en conséquence. Il faut être cohérent. On ne peut pas parler d'un côté et agir de l'autre.

Tu te mets alors à vivre autrement. C'est sûr que la phase de transformation est difficile. Parce qu'au début, tu ne vas plus où tu allais. Tu peux te sentir largué, mais c'est parce que tu n'as pas encore appris la nouvelle manière de vivre. Mais dès que tu commences à découvrir les nouveaux réseaux, les nouvelles façons de te déplacer, c'est le bonheur. Moi quand je vois des gens mettre de l'argent dans un parcimètre, je me dis : quelle absurdité ! Les gens mettent des pièces pour acheter un droit pour mettre leur gros paquet de métal, de plastique et de verre à un endroit. C'est ahurissant...

LC : Récemment, ils ont fermé une rue durant trois jours près de chez moi pour refaire l'asphalte. Or il s'est installé une espèce de tranquillité sur cette rue, les gens sortaient davantage, les enfants couraient, etc. Je sais que vous envisagez de telles mesures à Projet Montréal...

RB : Oui, et la beauté de la piste que tu empruntes là, c'est qu'elle ne coûte absolument rien. Mettre deux clôtures au bout d'une rue, fermer une rue commerciale et la rendre piétonne, les pistes cyclables, c'est

Un parcours éclectique

Après des études en architecture, en urbanisme et en aménagement, Richard Bergeron complète un doctorat sur les politiques urbaines des pays en voie de développement. Cette comparaison des politiques urbaines dans les pays avancés et sous-développés a donné un premier livre : *L'anti-développement : le prix du libéralisme*.

Il se penche ensuite sur la relation entre le logement social et le logement de marché, tout en étant président de la fédération des coopératives d'habitation de l'île de Montréal. Puis, retour aux politiques urbaines au ministère de la métropole avec cette conviction que le monde de développement extensif de l'américain way of life est profondément malsain.

Il écrit alors *Le livre noir de l'auto* (pour un extrait, voir au <http://antivoitures.free.fr/2005/06/le-livre-noir-de-lautomobile.html>) où il attaque de front ce qu'il considère comme le fléau numéro un de nos villes.

Devenu un peu malgré lui expert en transport, il travaille maintenant comme responsable des analyses stratégiques pour l'Agence Métropolitaine des Transports, le plus haut titre en transport au Québec dans les structures publiques. Finalement, après avoir pratiquement tout couvert se qui se rapporte à la ville, Bergeron se rend compte que la plupart de ses recommandations n'ont pas abouti à cause de blocages politiques. De là l'idée de former un parti politique et d'aller chercher tous ces réseaux de personnes qui ont au fil des ans appuyé ses recommandations.

rien en terme de coût. Quand t'as compris que la difficulté pour aménager une piste cyclable, c'est pas d'aménager la piste elle-même – un pot de peinture, quelques poteaux et c'est fini – la difficulté, elle remonte profondément aux valeurs des Nord-Américains, c'est de prendre cette décision d'enlever une ligne à l'auto, une bande de stationnement ou une voie de roulement. Parce que de l'espace, ça ne se crée pas, ça se prend. Et en vertu du consensus actuel, la rue appartient à l'auto.

Mais si on fait ce pas mental qui consiste à dire j'enlève une voie de stationnement ou de roulement, tu viens d'avoir une piste cyclable pour pas un sous ! Un petit dos d'âne, un petit réaménagement à l'intersection pour 20 000\$, c'est rien. Et en plus, t'en profite pour planter une couple d'arbres. Et là tu viens de changer radicalement une rue dangereuse en un cadre de vie pour 100 ou 200 ménages avec quelques milliers de dollars.

Donc le pas à faire, il est d'abord mental. Mais tout ça peut être fait avant d'arriver au tramway. C'est sûr que le tramway électrique que Projet Montréal veut réintroduire dans notre ville, ça va coûter de l'argent. Mais pour très peu d'argent, on peut changer la manière de vivre dans la ville. Le principal obstacle, c'est le blocage mental des autres qui se disent «l'auto c'est le développement», «le pétrole, c'est la modernité». Et tout ça c'est même pas réfléchi, ça a été enraciné dans notre inconscient. C'est le paradigme du «je crois en l'auto». Alors une fois que t'a réussi à abattre ça, c'est étonnamment facile de faire des choses...

LC : C'est quand même un gros géant à abattre...

RB : Oui, mais il a déjà été abattu ailleurs. Je ne vois pas pourquoi on serait plus bête ici ! Nous ne sommes pas plus bêtes que les gens de Houston, Texas, qui ont fermé l'équivalent de leur rue Ste-Catherine pour y mettre un tramway et la piétonner. Si les texans de Houston ont été capables de faire ça, comment soutenir que nous on serait pas capable de le faire ? Il faudrait vraiment que l'on soit les derniers imbéciles du monde ! Et ça je n'y crois pas. J'ai confiance en mon peuple.

Propos recueillis par BRUNO DUBUC

Simple rappel

Les élections municipales auront lieu dimanche le 6 novembre prochain.

Le programme politique de Projet Montréal

propose des moyens concrets pour rendre les environnements résidentiels paisibles, à échelle humaine, articulés autour des transports collectifs (carte CAM à 40 \$ au lieu de 61 \$), favorisant les déplacements à pied et réduisant la place de l'automobile (réduction de 2,5 % par an du volume de la circulation à Montréal ; réduction des vitesses maximale de circulation à Montréal, etc.).

Côté logement : construction de 10 000 logements neufs par an à Montréal, dont 1 500 de logements sociaux ; transformer annuellement 1 000 logements de marché en logements coopératives ou publics ; publication d'un rôle des loyers (*enregistrement des baux*) pour mettre les locataires à l'abri de la spéculation.

Autre mesure audacieuse : instaurer une démocratie participative décisionnelle au niveau municipal, notamment par une proportion croissante des budgets municipaux des arrondissements confiée à la gestion citoyenne à la manière des budgets participatifs de Porto Alegre.

Pour le programme en entier, voir au <http://www.projetmontreal.org/>

Quelques candidats de Projet Montréal

André Cardinal, conseiller municipal pendant 15 ans et membre du RCM pendant 25 ans, il quitte l'administration Tremblay qui refuse malgré ses nombreuses demandes en ce sens, de tenir les réunions du comité exécutif en public comme cela existe dans les autres grandes villes canadiennes.

Jeff Itcush, ancien président de l'Association de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce de l'UCIM qui a connu des frictions dans son ancien parti. Il a entre autres défié certains membres élus du caucus sur des enjeux relatifs à la démocratie au sein du parti et au

rôle des citoyens dans les consultations publiques.

André-Bernard Guévin est coordonnateur sortant et co-fondateur de l'Association des résidents et résidentes du Plateau Mont-Royal (ARRP), professeur d'économie, membre du Conseil d'administration de la Caisse Populaire du Mont-Royal et porte parole de la Coalition de la sauvegarde du Monastère du Carmel.

Projet Montréal a aussi reçu l'appui de **Amir Khadir**, **Omar Aktouf** et **Paul Cliche**, tous trois très impliqués au sein de l'Union des Forces Progressistes (UFP).